

第二十條

締約国は、この条約の効力発生の日から十年の後はいつても、書面による脱退の通告を行なうことによつてこの条約から脱退することができる。脱退は、その通告が寄託者に通報された年の翌年の十二月三十一日に効力を生ずる。

第二十一條

1 寄託者は、第十七条1及び3に規定する国の政府に対して次の事項を通報する。

- (a) 第十七条の規定に従つて行なわれるこの条約の署名及び批准書、受諾書、承認書又は加入書の寄託
- (b) この条約が第十八条1の規定に従つて効力を生ずる日

- 2 寄託者は、すべての締約国に対して次の事項を通報する。
 - (a) 第十九条の規定に従つて行なわれるこの条約の改正のための提案、改正の受諾の通告及び改正の効力発生
- (b) 第二十条の規定に従つて行なわれる脱退の通告
- 3 この条約の原本は、寄託者に寄託するものとし、寄託者は、第十七条の規定によつてこの条約の締約国となることができ、その国の政府に対しこの条約の認証謄本を送付する。

ARTICLE XX

At any time after ten years from the date of entry into force of this Convention, any Contracting Party may withdraw from the Convention by giving written notification of withdrawal. Withdrawal shall take effect on December thirty-first of the calendar year following the year in which notification of withdrawal was communicated to the Depositary.

ARTICLE XXI

1. The Depositary shall inform the Governments of the States referred to in paragraphs 1 and 3 of Article XVII:
 - (a) of the signature of this Convention and of the deposit of instruments of ratification, acceptance, approval or adherence in accordance with Article XVII;
 - (b) of the date on which the Convention will come into force in accordance with paragraph 1 of Article XVIII.
2. The Depositary shall inform all Contracting Parties:
 - (a) of proposals for the amendment of the Convention, notification of acceptance of such amendments and the entry into force of amendments, in accordance with Article XIX;
 - (b) of notification of withdrawal made in accordance with Article XX.
3. The original of this Convention shall be deposited with the Depositary who shall send certified copies thereof to the Governments of the States eligible to become parties to this Convention in accordance with Article XVII.

末
文

千九百六十九年十月二十三日にローマで、ひとしく正文である英語、フランス語及びスペイン語により本書一通を作成した。

Done at Rome this twenty-third of October one thousand nine hundred and sixty-nine, in a single copy in the English, French and Spanish languages, each version being equally authoritative.

CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES DE L'ATLANTIQUE SUD-EST

PRÉAMBULE

Les Gouvernements des Etats Parties à la présente Convention, considérant l'intérêt que présentent pour eux les ressources biologiques de l'Atlantique Sud-Est et désireux de coopérer au maintien et à l'exploitation rationnelle de ces ressources, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE I

1. La zone à laquelle s'applique la présente Convention, ci-après dénommée « zone de la Convention », comprend toutes les eaux dont le périmètre est délimité comme suit :

Une ligne partant d'un point situé par 6°04'36" de latitude Sud et 12°19'48" de longitude Est et suivant une direction Nord-Ouest le long d'une ligne de rhumb jusqu'au point d'intersection du 12^{ème} méridien Est et du 6^{ème} parallèle Sud, puis se dirigeant plein Ouest le long de ce parallèle jusqu'au 20^{ème} méridien Ouest, puis plein Sud le long de ce méridien jusqu'au 50^{ème} parallèle Sud, puis plein Est le long de ce parallèle jusqu'au 40^{ème} méridien Est, puis plein Nord le long de ce méridien jusqu'à la côte du continent africain, puis à l'Ouest le long de cette côte jusqu'au point de départ.

2. La limite Est, située sur le 40^{ème} méridien Est, sera revue si une convention pour la conservation des ressources biologiques de la mer s'appliquant à une zone immédiatement adjacente à cette limite devait être établie.

ARTICLE II

Aucune disposition de la présente Convention ne peut être considérée comme portant atteinte aux droits, revendications ou points de vue de toute Partie contractante concernant la limite de la mer territoriale ou l'étendue de la juridiction en matière de pêche, conformément au droit international.

ARTICLE III

La présente Convention s'applique à toutes les ressources ichthyologiques et autres ressources biologiques de la zone de la Convention, à l'exception des ressources qui peuvent être exclues en vertu d'arrangements ou d'accords conclus par la Commission, conformément aux dispositions du paragraphe I de l'article XI de la présente Convention.

ARTICLE IV

Les Parties contractantes conviennent de créer une Commission et d'en assurer le maintien; cette Commission sera désignée sous le nom de Commission internationale des pêches pour l'Atlantique Sud-Est, ci-après dénommée « la Commission », et son rôle sera de remplir les fonctions énoncées dans la présente Convention.

ARTICLE V

1. La Commission se réunit en session ordinaire au moins une fois tous les deux ans. Elle peut être convoquée en session extraordinaire à tout moment, à la demande de l'une des Parties contractantes, sous réserve que cette demande soit appuyée par trois autres Parties contractantes au moins.
2. Chacune des Parties contractantes est représentée à la Commission par trois délégués au plus, qui peuvent être accompagnés par des experts et des conseillers.
3. Chacune des Parties contractantes dispose d'une voix au sein de la Commission. Sauf dispositions contraires

- de la présente Convention, les décisions de la Commission sont prises à la majorité des deux tiers des Parties contractantes présentes et volantes. Le quorum est constitué par les deux tiers des Parties contractantes.
4. A chacune de ses sessions ordinaires, la Commission élit parmi les délégués un Bureau constitué par un Président, un premier Vice-Président et un deuxième Vice-Président, dont les mandats expirent avec l'élection de leurs successeurs à la session ordinaire suivante et qui ne peuvent être élus plus de deux fois de suite aux mêmes fonctions. Lorsqu'il exerce les fonctions de Président, un délégué n'a pas le droit de vote.

5. Les langues de travail de la Commission sont l'anglais, le français et l'espagnol.

6. La Commission adopte le règlement intérieur et toutes autres dispositions internes d'ordre administratif nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Les organes subsidiaires créés par la Commission en vertu des dispositions de l'article VII peuvent adopter leur règlement intérieur, mais celui-ci n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par la Commission.

ARTICLE VI

1. Afin d'atteindre les objectifs de la présente Convention, la Commission est chargée d'étudier toutes les ressources ichthyologiques et autres ressources biologiques de la zone de la Convention. Cette étude comprendra des recherches concernant l'abondance, le cycle biologique, la biométrie et l'écologie de ces ressources, ainsi que l'étude de leur milieu. Pour effectuer ces recherches, la Commission rassemblera, analysera, publiera et diffusera par tout moyen approprié les informations d'ordre statistique, biologique et autres renseignements scientifiques sur ces ressources.

2. En s'acquittant de ses fonctions, la Commission utilise, dans la mesure du possible, les services techniques et scientifiques des organismes officiels des Parties contrac-

tantes ainsi que les informations que lui fournissent ces organismes. Elle peut, si cela apparaît nécessaire, utiliser d'autres services et renseignements et peut également entreprendre, dans les limites de son budget supplémentaire, des recherches indépendantes destinées à compléter les recherches effectuées par les gouvernements et les institutions nationales ou par d'autres organismes internationaux.

3. Les Parties contractantes s'engagent à fournir, à la demande de la Commission, tout renseignement disponible, d'ordre statistique ou autre, dont la Commission pourrait avoir besoin aux fins de la présente Convention.

ARTICLE VII

1. La Commission peut établir un Comité régional pour chacune des régions qui pourront être constituées sur une base écologique dans la zone de la Convention et un Comité d'étude des stocks pour tout stock se trouvant dans cette zone. La Commission peut aussi créer un Conseil consultatif scientifique, ci-après dénommé le « Conseil ». La Commission peut constituer tout autre organe subsidiaire nécessaire à l'exercice de ses fonctions et en déterminer dans chaque cas la composition et le mandat.

2. Les Comités régionaux ont les attributions spécifiées au présent article, sauf à l'égard des stocks pour lesquels un Comité d'étude a été établi.

3. Un Comité régional ou un Comité d'étude des stocks peut proposer, sur la base des résultats d'enquêtes scientifiques, des mesures applicables à la région ou au stock pour lequel il a été créé, et examiner toutes les propositions qui lui sont soumises par la Commission.

4. Un Comité régional ou un Comité d'étude des stocks peut élaborer des projets de recommandation en vue de les soumettre à la Commission. La Commission peut les adopter après y avoir apporté, le cas échéant, les modifications qui lui paraissent pertinentes, confor-

ment aux dispositions de l'article VIII de la présente Convention.

5. La Commission désigne les Parties contractantes qui peuvent être représentées aux Comités régionaux ou aux Comités d'étude des stocks. Toutefois, lorsqu'un Comité régional ou un Comité d'étude des stocks est établi, toute Partie contractante qui pêche dans la région ou qui exploite le stock visé peut être représentée de plein droit à ces Comités. Il en est de même si son littoral est adjacent à ladite région ou à la zone où se trouve le stock visé. Si une Partie contractante exploite un stock en dehors de la zone de compétence d'un Comité régional ou d'un Comité d'étude des stocks, elle peut être représentée si la Commission en décide ainsi.
6. Le Conseil a pour mandat d'aider et de conseiller la Commission, ses Comités régionaux et ses Comités d'étude des stocks pour ce qui concerne les aspects scientifiques de leurs fonctions.
7. Chaque Partie contractante peut envoyer au Conseil une délégation scientifique composée d'autant d'experts qu'elle le désire. Le Conseil peut créer des organes subsidiaires et en déterminer la composition.
8. Le Conseil peut, avec l'accord de la Commission, inviter d'autres spécialistes ou experts à participer à titre consultatif à ses délibérations.
9. Le Conseil tient des sessions ordinaires dont les dates sont déterminées par la Commission compte tenu de ses sessions ordinaires. Il peut tenir des sessions extraordinaires sous réserve de l'approbation de la Commission.

ARTICLE VIII

1. La Commission peut formuler, de sa propre initiative ou sur proposition d'un Comité régional ou d'un Comité d'étude des stocks et sur la base des résultats d'enquêtes scientifiques, des recommandations concernant les objectifs de la présente Convention. Ces recommandations

prennent effet pour les Parties contractantes dans les conditions stipulées à l'article IX.

2. Les domaines dans lesquels la Commission peut formuler des recommandations sont les suivants:
 - (a) réglementation du maillage des filets de pêche;
 - (b) réglementation de la taille limite des poissons qui peuvent être gardés à bord d'un bateau de pêche, débarqués, exposés ou mis en vente;
 - (c) établissement de périodes d'autorisation ou d'interdiction de la pêche;
 - (d) établissement de zones où la pêche est autorisée ou interdite;
 - (e) réglementation des engins et du matériel de pêche, en dehors de la réglementation du maillage des filets;
 - (f) amélioration et accroissement des ressources biologiques, notamment par culture marine, transplantation et acclimatation d'organismes, transplantation de jeunes et lutte contre les prédateurs;
 - (g) réglementation du volume total des prises par espèces, groupes d'espèces ou éventuellement par régions;
 - (h) tout autre type de mesure directement liée à la conservation de toutes les ressources ichthyologiques et autres ressources biologiques de la zone de la Convention.
3. (a) Si la Commission formule une recommandation en vertu des dispositions du paragraphe 2 (g) du présent article, elle peut inviter les Parties contractantes intéressées qu'elle désigne à élaborer des accords sur la répartition d'un quota total des prises, en tenant compte des intérêts halieutiques de tous les pays intéressés et en s'assurant, dans la mesure du possible, que tous ces pays se conforment à la recommandation relative au quota total des prises et à tout accord portant sur sa répartition.
- (b) Les Parties contractantes intéressées communiquent le plus rapidement possible à la Commission les termes

de tout accord ainsi conclu. Sans porter atteinte à la valeur obligatoire de ces accords pour les Parties, la Commission peut formuler des recommandations, en vertu des dispositions du paragraphe 1 du présent article, sur la teneur de ces accords.

4. La Commission notifie à toutes les Parties contractantes les recommandations qu'elle adopte.

ARTICLE IX

1. Sous réserve des dispositions du présent article, les Parties contractantes s'engagent à appliquer toute recommandation adoptée par la Commission conformément à l'article VIII de la présente Convention.
2. Toute Partie contractante peut présenter une objection à la Commission dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la date de notification d'une recommandation et, dans ce cas, elle ne sera pas tenue d'appliquer cette recommandation.
3. Si une objection est présentée dans le délai de quatre-vingt-dix jours visé au paragraphe ci-dessus, toute autre Partie contractante peut présenter une objection à tout moment au cours d'une période supplémentaire de soixante jours, ou dans un délai de trente jours à compter de la réception de la notification d'une objection présentée par une autre Partie contractante dans la période supplémentaire de soixante jours.
4. Si des objections à une recommandation sont présentées par trois au moins des Parties contractantes, toutes les autres Parties contractantes sont, de ce fait, dispensées de l'obligation d'appliquer cette recommandation, cependant, certaines d'entre elles ou toutes ces Parties contractantes peuvent convenir entre elles de l'appliquer.
5. Toute Partie contractante qui a présenté une objection à une recommandation peut à tout moment la retirer; sous réserve des dispositions du paragraphe ci-dessus, elle applique alors cette recommandation dans les quatre-

vingt-dix jours.

6. La Commission notifie, dès réception, à toutes les Parties contractantes, toute objection et tout retrait d'objection.

ARTICLE X

1. Sans préjudice des droits des Etats sur les eaux dans lesquelles ils sont habilités à exercer leur juridiction en matière de pêche conformément au droit international, toute Partie contractante prend dans son territoire et sur ces eaux à l'égard de toutes les personnes et de tous les navires et, au-delà de ces eaux, à l'égard de ses ressortissants et de ses navires, des mesures appropriées pour assurer l'application des dispositions de la présente Convention et des recommandations de la Commission qui lui sont applicables, ainsi que pour assurer la répression des infractions auxdites recommandations.
2. Les Parties contractantes s'engagent à collaborer en vue d'adopter des mesures efficaces visant à assurer l'application de la présente Convention et la réalisation de ses objectifs.
3. En outre, les Parties contractantes s'engagent à collaborer en vue d'instituer, sur la base d'une recommandation de la Commission, un système de contrôle international de l'application de celles des recommandations adoptées par la Commission qui seront choisies à cet effet, sauf dans les eaux sur lesquelles un Etat est habilité à exercer sa juridiction en matière de pêche conformément au droit international. L'adoption et la mise en œuvre d'une telle recommandation sont régies par les dispositions des articles VIII et IX de la présente Convention.
4. Les Parties contractantes s'engagent à communiquer à la Commission, tous les deux ans ou chaque fois que la Commission le demandera, un compte rendu des mesures qu'elles ont prises en vertu du présent article.

ARTICLE XI

1. La Commission cherchera à conclure des accords et à entretenir des rapports de travail avec d'autres institutions internationales ayant des objectifs connexes, en particulier avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, pour assurer une collaboration et une coordination efficaces et pour éviter les doubles emplois.
2. La Commission peut inviter à se faire représenter par un observateur à ses sessions, ainsi qu'aux sessions de ses organes subsidiaires, toute organisation internationale appropriée et le Gouvernement de tout Etat qui, aux termes de l'article XVII, peut devenir Partie à la Convention, mais qui n'est pas membre de la Commission.

ARTICLE XII

1. La Commission nomme un Secrétaire exécutif dont elle fixe les conditions d'emploi.
2. Le Secrétaire exécutif nomme le personnel de la Commission selon les règles et conformément aux conditions que peut fixer la Commission.
3. Le Secrétaire exécutif s'acquie des tâches que peut lui confier la Commission, en particulier les suivantes:
 - (a) recevoir et transmettre toutes les communications officielles de la Commission;
 - (b) préparer les prévisions budgétaires à soumettre à l'examen de la Commission à ses sessions ordinaires;
 - (c) préparer et présenter à la Commission, à ses sessions ordinaires, un rapport sur les activités de la Commission et sur le programme de travail et prendre les dispositions nécessaires pour la publication ultérieure du dit rapport ainsi que des actes de la Commission;
 - (d) prendre des dispositions pour assurer le rassemblement et l'analyse des statistiques et autres données nécessaires à la réalisation des fins de la présente Convention.

- (e) préparer, aux fins de soumission à la Commission et de publication éventuelle, des rapports sur des questions statistiques, biologiques et autres;
- (f) autoriser les sorties de fonds conformément au budget de la Commission;
- (g) tenir les comptes de la Commission;
- (h) assurer la coopération avec les organisations internationales visées à l'article XI de la présente Convention.

ARTICLE XIII

1. A chaque session ordinaire, la Commission adopte un budget pour l'exercice financier suivant et un projet de budget pour l'exercice financier qui le suit. La durée de l'exercice financier est de deux ans. Cependant, si la Commission se réunit plus d'une fois en session ordinaire durant un exercice financier, elle peut réviser le budget en cours si cela est nécessaire. Sous réserve de l'accord de toutes les Parties contractantes, la Commission peut, à n'importe quelle session, adopter un budget supplémentaire.
2. Les contributions des Parties contractantes au budget et au budget supplémentaire sont payables dans la ou les monnaies et à la date que détermine la Commission.
3. Le droit de vote de toute Partie contractante dont l'arriéré de contribution est égal ou supérieur à la contribution due par elle pour l'exercice financier précédent est suspendu, sauf décision contraire de la Commission.
4. La Commission peut également accepter, pour la poursuite de ses travaux, d'autres contributions de toute provenance, privée ou publique. Ces contributions seront utilisées et administrées conformément au règlement qu'adoptera la Commission.
5. La Commission fait procéder annuellement à la vérification indépendante de ses comptes. Elle examine et approuve les comptes vérifiés.
6. La Commission constitue un Fonds de roulement

destiné à financer ses opérations en attendant le recouvrement des contributions annuelles et à toutes autres fins qu'elle juge nécessaires. La Commission fixe le montant du Fonds, détermine les avances nécessaires à son établissement et adopte les règlements régissant son utilisation.

ARTICLE XIV

La Commission calcule les contributions des Parties contractantes au budget et au budget supplémentaire, au moyen de la formule ci-après:

(a) Un tiers du montant total du budget et du budget supplémentaire est financé par les Parties contractantes à parts égales.

(b) Les Parties contractantes versent, pour chaque Comité régional ou Comité d'étude des stocks dont elles font partie, une contribution équivalente au tiers de celles qu'elles versent conformément aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus. Cette proportion sera réduite, si cela est nécessaire, afin que le montant total des contributions versées par les Parties contractantes en vertu du présent alinéa ne dépasse pas un tiers du montant total du budget et du budget supplémentaire.

(c) Chaque Partie contractante contribue au financement du reste du budget et du budget supplémentaire dans une proportion égale à celle de ses prises nominales dans la zone de la Convention par rapport au total des prises nominales de toutes les Parties contractantes dans ladite zone. Pour établir ce total, la Commission tient compte de tous les poissons, crustacés, mollusques et autres invertébrés marins, à l'exception des espèces auxquelles la présente Convention ne s'applique pas, conformément aux dispositions de l'article III. Les prises sont déterminées sur la base de la moyenne des deux dernières années civiles pour lesquelles des statistiques ont été publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

ARTICLE XV

1. La Commission détermine l'emplacement de son siège.
2. La Commission a la personnalité juridique. Elle peut notamment conclure des contrats, acquérir des biens mobiliers et immobiliers et en disposer.

ARTICLE XVI

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent ni aux opérations de pêche menées uniquement dans un but de recherche scientifique par des navires habilités à cet effet par une Partie contractante, ni aux poissons pris au cours de telles opérations. Cependant, le poisson capturé dans ces conditions ne doit être ni vendu, ni exposé ou offert à la vente en infraction à une recommandation de la Commission.

ARTICLE XVII

1. La présente Convention est ouverte à la signature du Gouvernement de tout Etat représenté à la Conférence qui a adopté la Convention ou du Gouvernement de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une quelconque des institutions spécialisées de cette Organisation.
2. La signature de la présente Convention sera sujette à ratification, acceptation ou approbation.
3. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout Etat visé au paragraphe 1 du présent article et qui n'aura pas signé la Convention, ou tout autre Etat que la Commission invitera à l'unanimité à devenir Partie à la Convention, pourra y adhérer.
4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ci-après dénommé « le dépositaire ».

5. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion ne peuvent faire l'objet d'aucune réserve.

ARTICLE XVIII

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra le dépôt d'au moins quatre instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, pour autant que le poids total des prises nominales effectuées dans la zone de la Convention par les pays qui ont déposé ces instruments s'élève à sept cent mille tonnes métriques au minimum, en se fondant sur les statistiques établies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour l'année mil neuf cent soixante-huit.

2. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, la Convention prendra effet, pour chaque Etat dont le Gouvernement déposera un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le trentième jour suivant le jour où cet instrument sera reçu par le dépositaire.

ARTICLE XIX

1. Toute Partie contractante peut proposer des amendements à la présente Convention qui seront soumis à la Commission, pour approbation, au cours d'une session ordinaire ou extraordinaire. Toute proposition d'amendement de la Convention sera communiquée au dépositaire qui en informera les Parties contractantes. Tout amendement prend effet, pour chaque Partie contractante qui l'a accepté, le quatre-vingt-dixième jour qui suit son acceptation par les trois quarts des Parties contractantes, et, pour chacune des autres, à compter du jour où le dépositaire reçoit notification de cette acceptation.

2. Tout Etat qui devient Partie contractante après qu'un amendement à la présente Convention ait été proposé

à l'acceptation conformément aux dispositions du présent article, est lié par la Convention modifiée par l'amendement en question dès que celui-ci prend effet.

ARTICLE XX

A tout moment après l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la date à laquelle la présente Convention sera entrée en vigueur, toute Partie contractante pourra dénoncer la Convention en donnant par écrit une notification de dénonciation. La dénonciation entrera en vigueur le treize et un décembre de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la notification de dénonciation a été transmise au dépositaire.

ARTICLE XXI

1. Le dépositaire notifie aux Gouvernements des Etats visés aux paragraphes 1 et 3 de l'article XVII:

- (a) la signature de la présente Convention et le dépôt des instruments de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, conformément aux dispositions de l'article XVII;
- (b) la date à laquelle la Convention entrera en vigueur, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article XVIII.

2. Le dépositaire communique à toutes les Parties contractantes:

- (a) les propositions d'amendement à la Convention, la notification de l'acceptation de ces amendements et de l'entrée en vigueur de ceux-ci, conformément aux dispositions de l'article XIX;
- (b) les notifications de dénonciation faites conformément aux dispositions de l'article XX.

3. L'original de la présente Convention est déposé auprès du dépositaire, qui en fait tenir copie certifiée conforme aux Gouvernements des Etats qui peuvent devenir Parties à la Convention en vertu des dispositions de

l'article XVII.

Fait à Rome ce vingt-trois octobre mil neuf cent soixante-neuf en un seul exemplaire en langues anglaise, française et espagnole, les trois textes faisant également foi.

CONVENIO SOBRE LA CONSERVACION DE LOS RECURSOS VIVOS DEL ATLANTICO SUDORIENTAL

PRÉAMBULO

Los Gobiernos de los Estados, partes en este Convenio, considerando su mutuo interés en los recursos vivos del Atlántico Sudoriental y deseando cooperar en la conservación y explotación racional de tales recursos, acuerdan lo siguiente:

ARTÍCULO I

1. El área a que se aplicará el presente Convenio, en lo sucesivo denominada « Área del Convenio », abarcará todas las aguas limitadas por la línea siguiente:

A. partir de un punto situado en 6°04'36" de latitud Sur y 12°19'48" de longitud Este y de allí hacia el Noroeste a lo largo de una línea loxodrómica hasta un punto situado en la intersección del meridiano 12° Este con el paralelo 6° Sur; de allí hacia el Oeste a lo largo de este paralelo hasta el meridiano 20° Oeste; de allí hacia el Sur a lo largo de este meridiano hasta el paralelo 50° Sur; de allí hacia el Este a lo largo de este paralelo hasta el meridiano 40° Este; de allí hacia el Norte a lo largo de este meridiano hasta la costa del Continente de Africa y de allí hacia el Oeste a lo largo de esta costa hasta el punto original de partida.

2. El límite oriental del meridiano 40° Este será revisado siempre que se establezca un Convenio para la conservación de los recursos vivos del mar, que se aplique a una zona inmediatamente adyacente a este límite.

ARTÍCULO II

Ninguna disposición de este Convenio podrá considerarse que afecta a los derechos, reclamaciones o puntos

de vista de cualquiera de las Partes Contratantes, en relación con los límites del mar territorial o la extensión de la jurisdicción sobre las pesquerías, de acuerdo con el Derecho Internacional.

ARTÍCULO III

El presente Convenio se aplicará a todos los peces y a los demás recursos vivos del Área del Convenio, con excepción de todos los recursos que puedan excluirse en virtud de disposiciones o acuerdos concertados por la Comisión, conforme al párrafo 1 del Artículo XI de este Convenio.

ARTÍCULO IV

Las Partes Contratantes acuerdan establecer y mantener una Comisión, que se conocerá con el nombre de Comisión Internacional de Pesquerías del Atlántico Sudoriental, en lo sucesivo denominada « la Comisión », cuyo cometido será el de ejercer las funciones estipuladas en este Convenio.

ARTÍCULO V

1. La Comisión celebrará un período de sesiones ordinario por lo menos una vez cada dos años. Se convocará a un período de sesiones especial en cualquier momento a solicitud de una Parte Contratante, siempre que dicha solicitud esté apoyada por lo menos por otras tres Partes Contratantes.

2. Cada una de las Partes Contratantes estará representada en la Comisión por no más de tres delegados, quienes podrán ser acompañados de expertos y asesores.

3. Cada Parte Contratante tendrá un voto en la Comisión. Excepto en los casos previstos en este Convenio, las decisiones de la Comisión se tomarán por mayoría de los dos tercios de las Partes Contratantes presentes y votantes. Los dos tercios de las partes Contratantes constituirán quórum.

4. En cada período de sesiones ordinario, la Comisión elegirá de entre los delegados la Mesa siguiente: un

- Presidente, un Primer Vicepresidente y un Segundo Vicepresidente, quienes desempeñarán sus cargos hasta la elección de sus sucesores en el próximo período de sesiones ordinario y sólo podrán ejercer su mandato en los mismos cargos durante dos períodos sucesivos. Un delegado, cuando actúe en calidad de Presidente, no tendrá derecho a voto.
5. Los idiomas de trabajo de la Comisión serán el español, el francés y el inglés.
6. La Comisión adoptará el reglamento interno y otras normas administrativas internas que sean necesarias para el ejercicio de sus funciones. Los reglamentos de los órganos auxiliares establecidos por la Comisión, con arreglo al Artículo VII, podrán ser adoptados por tales órganos auxiliares, pero sólo entrarán en vigor al aprobarlos la Comisión.

ARTÍCULO VI

1. Con el fin de conseguir los objetivos expuestos en este Convenio, la Comisión se encargará del estudio de todos los peces y de los demás recursos vivos en el Area del Convenio. Este estudio incluirá la investigación de la abundancia, ciclo vital, biometría y ecología de tales recursos, así como el estudio de su medio ambiente. Para el estudio de estas cuestiones, la Comisión remitirá, analizará, publicará y divulgará, por cualquier medio apropiado información estadística, biológica y científica sobre los mencionados recursos.
2. La Comisión, en el desempeño de sus funciones, utilizará, en la medida que sea factible, los servicios técnicos y científicos, así como la información de los servicios oficiales de las Partes Contratantes. Podrá igualmente, cuando estime necesario, utilizar otros servicios y la información disponible y, dentro de los límites de su presupuesto complementario, podrá emprender investigaciones independientes para complementar las llevadas

- a cabo por los gobiernos, las instituciones nacionales u otras organizaciones internacionales.
3. Las Partes Contratantes proveerán a solicitud de la Comisión, cualquier información estadística y datos y otras informaciones que la Comisión pueda necesitar para los propósitos de este Convenio.

Artículo VII

1. La Comisión podrá establecer un Comité Regional para cada una de las regiones en que pueda dividirse el Area del Convenio sobre una base ecológica, y un Comité de estudio de poblaciones para cualquier población pesquera que se encuentre en el Area del Convenio. También podrá establecer un Consejo Científico Asesor, en lo sucesivo denominado «el Consejo». Podrá, igualmente, establecer los demás órganos auxiliares que sean necesarios para el cumplimiento de sus funciones, determinando, en cada caso, la composición y mandato de éstos.
2. Los Comités Regionales tendrán las funciones que se especifícan en este Artículo, con excepción de las referentes a una población pesquera para la cual se haya establecido un Comité de estudio.
3. Un Comité Regional o un Comité de estudio de poblaciones podrá formular, basándose en los resultados de las investigaciones científicas, propuestas respecto a medidas aplicables a la región o a la población para la cual ha sido establecido y examinar cualquiera de las propuestas que le remita la Comisión.
4. Un Comité Regional o un Comité de estudio de poblaciones podrá preparar proyectos de recomendaciones para que sean examinados por la Comisión. Esta podrá aceptar tales proyectos, con las modificaciones que estime convenientes, de conformidad con el Artículo VIII de este Convenio.
5. La Comisión designará las Partes Contratantes que

podrán estar representadas en un Comité Regional o en un Comité de estudio de poblaciones. Sin embargo, cuando se establezca un Comité Regional o un Comité de estudio de poblaciones, una Parte Contratante tendrá automáticamente el derecho a estar representada en él, si pesca en la región o explota la población de que se trata, o si posee costas adyacentes a dicha región o a la zona en que se encuentre la población pesquera. Si una Parte Contratante explota una población, pero fuera de la región abarcada por un Comité Regional o de estudio de poblaciones, puede estar representada en dicho Comité si la Comisión así lo decide.

6. Las funciones del Consejo serán las de ayudar y asesorar a la Comisión, a sus Comités Regionales y a sus Comités de estudio de poblaciones respecto a los aspectos científicos de sus responsabilidades.

7. Cada Parte Contratante podrá enviar al Consejo una delegación de científicos integrada por el número de expertos que desee. El Consejo podrá establecer órganos auxiliares y determinar su composición.

8. El Consejo podrá, con el asentimiento de la Comisión, invitar a otros científicos o expertos a que participen en sus deliberaciones a título de asesores.

9. El Consejo celebrará reuniones ordinarias, cuyo calendario será determinado por la Comisión en relación con sus reuniones ordinarias. El Consejo podrá celebrar reuniones extraordinarias previa aprobación de la Comisión.

ARTICULO VIII

1. La Comisión, por su propia iniciativa o a propuesta de un Comité Regional o de un Comité de estudio de poblaciones podrá, basándose en los resultados de investigaciones científicas, formular recomendaciones relacionadas con los objetivos de este Convenio. Estas recomendaciones serán obligatorias para las Partes Contratantes, de conformidad con las condiciones establecidas en el Artículo IX.

2. Las materias respecto a las cuales la Comisión podrá formular recomendaciones serán:

(a) la reglamentación del tamaño de las mallas de las redes de pesca;

(b) la reglamentación de los límites de talla de los pecados que toda embarcación pesquera pueda mantener a bordo, desembarcar, o exponer u ofrecer a la venta;

(c) la implantación de temporadas de libre captura y de veda;

(d) el establecimiento de zonas abiertas y cerradas a la explotación;

(e) la reglamentación de los artes y aparatos de pesca, además de la del tamaño de las mallas de las redes de pesca;

(f) la mejora y aumento de los recursos vivos, comprendidos la propagación artificial, el trasplante y aclimatación de organismos, el trasplante de formas juveniles, y la lucha contra los predadores;

(g) la reglamentación de la captura total por especies, grupos de especies o, en su caso, por regiones; y

(h) cualquier otro tipo de medida que se relacione directamente con la conservación de todos los peces y otros recursos vivos en el Area del Convenio.

3. (a) Si la Comisión formulara una recomendación conforme a lo establecido en el párrafo 2 (g) de este Artículo, podrá pedir a las Partes Contratantes afectadas, según ella misma lo determine, que concierten acuerdos relativos a la distribución del cupo de la captura total, teniendo en cuenta los intereses pesqueros de todos los países afectados y asegurando, en lo posible, que todos los países afectados apliquen la recomendación de la Comisión respecto al cupo de la captura total y la distribución que hubiese sido acordada.

(b) Los términos de cualquier acuerdo de ese tipo serán comunicados por las Partes Contratantes afectadas a la Comisión lo antes posible. Sin perjuicio de la obligatoriedad de tales acuerdos para con las partes

correspondientes, la Comisión podrá formular recomendaciones en cumplimiento de lo establecido en el párrafo 1 de este Artículo, sobre las materias tratadas en los referidos acuerdos.

4. La Comisión notificará a todas las Partes Contratantes las recomendaciones aprobadas por ella.

ARTICULO IX

1. Conforme a las disposiciones de este Artículo, las Partes Contratantes se comprometen a dar cumplimiento a cualquier recomendación aprobada por la Comisión de acuerdo con el Artículo VIII.

2. Cualquier Parte Contratante, dentro de los noventa días de la fecha de notificación de una recomendación, podrá presentar una objeción sobre la misma a la Comisión y, en tal caso no estará obligada a dar cumplimiento a esa recomendación.

3. Si una objeción se presenta dentro del periodo de noventa días a que se refiere el párrafo precedente, cualquier otra Parte Contratante puede presentar una objeción en cualquier tiempo comprendido dentro de un nuevo periodo de sesenta días o dentro de los treinta días después de la notificación de una objeción presentada por otra Parte Contratante dentro del nuevo periodo de sesenta días.

4. Si, por lo menos, tres Partes Contratantes presentan objeciones a una recomendación, todas las demás Partes Contratantes quedarán liberadas de cualquier obligación que se derive de tal recomendación, aunque cualquiera de ellas, o todas, puedan acordar entre sí dar cumplimiento a dicha recomendación.

5. Cualquier Parte Contratante que haya presentado una objeción a una recomendación podrá, en cualquier tiempo, retirar tal objeción y, con sujeción a las disposiciones del párrafo precedente, deberá entonces, dar cumplimiento a la recomendación dentro de noventa

días.

6. La Comisión notificará a todas las Partes Contratantes cada objeción o retirada, inmediatamente después de recibida.

ARTICULO X

1. Sin perjuicio de los derechos de los Estados en las aguas en las cuales están facultados, según el Derecho Internacional, a ejercer jurisdicción sobre las pesquerías, toda Parte Contratante adoptará en sus territorios y dichas aguas, las medidas adecuadas, con respecto a todas las personas y barcos y, fuera de las mencionadas aguas, con respecto a sus nacionales y sus barcos, para asegurar el cumplimiento de las disposiciones del presente Convenio y de las recomendaciones de la Comisión, que sean obligatorias para esa Parte Contratante y para aplicar sanciones por la violación de tales recomendaciones.

2. Las Partes Contratantes acuerdan colaborar entre sí con vistas a la adopción de medidas efectivas para asegurar el cumplimiento del presente Convenio y el logro de sus objetivos.

3. Además las Partes Contratantes acuerdan colaborar entre sí con vistas al establecimiento, previa recomendación de la Comisión, de un sistema de control internacional para la aplicación de aquellas recomendaciones que la Comisión seleccione para su inclusión en dicho sistema, excepto en las aguas en las cuales un Estado esté facultado, según el Derecho Internacional, a ejercer jurisdicción sobre las pesquerías. La adopción y la aplicación de tal recomendación se regirán por los Artículos VIII y IX de este Convenio.

4. Las Partes Contratantes deberán remitir a la Comisión cada dos años, o en cualquier época, según pudiere requerirlo ésta, un informe sobre las medidas que aquéllas hubieran adoptado en virtud de este Artículo.

ARTICULO XI

1. La Comisión tratará de concertar acuerdos y mantener relaciones de trabajo con otras organizaciones internacionales que tengan objetivos afines, especialmente la Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación, con objeto de asegurar una colaboración y coordinación efectivas y evitar duplicación en lo relacionado con sus respectivas tareas.
2. La Comisión podrá invitar a cualquier organización internacional apropiada y al Gobierno de cualquier Estado que tenga derecho a ser parte de este Convenio con arreglo al Artículo XVII, pero que no sea miembro de la Comisión, a que envíen observadores a las reuniones de la Comisión, o de sus órganos auxiliares.

Artículo XII

1. La Comisión nombrará un Secretario Ejecutivo, con arreglo a las condiciones que la misma determine.
2. El personal de la Comisión será nombrado por el Secretario Ejecutivo de acuerdo con las normas y condiciones que determine la Comisión.
3. El Secretario Ejecutivo desempeñará las funciones que le encomiende la Comisión, entre ellas las siguientes:
 - (a) recibir y tramitar las comunicaciones oficiales de la Comisión;
 - (b) preparar los proyectos de presupuesto para examen por la Comisión en sus períodos de sesiones ordinarias;
 - (c) preparar, para presentarlo a la Comisión en sus períodos de sesiones ordinarios, un informe de las actividades de la Comisión y de su programa de labores, y adoptar medidas para la publicación posterior de este informe y de las actas de la Comisión;
 - (d) recopilar y analizar los datos estadísticos y de otras clases que sean necesarios para llevar a cabo los propósitos del Convenio;
 - (e) preparar informes sobre cuestiones estadísticas,

- biológicas y de otras clases para presentarlos a la Comisión y para su posible publicación posterior;
- (f) autorizar el desembolso de fondos de acuerdo con el presupuesto de la Comisión;
 - (g) llevar la contabilidad de los fondos de la Comisión; y
 - (h) gestionar la cooperación con las organizaciones internacionales según lo previsto en el Artículo XI del presente Convenio.

Artículo XIII

1. En cada período de sesiones ordinario la Comisión aprobará el presupuesto para el ejercicio económico siguiente y el proyecto de presupuesto para el ejercicio económico posterior. El ejercicio económico será de dos años. Sin embargo, si la Comisión sostuviera más de un período de sesiones ordinario durante un ejercicio económico, podrá revisar el presupuesto actual si fuera necesario. Previo acuerdo de todas las Partes Contratantes, la Comisión podrá aprobar, en cualquiera de sus períodos de sesiones, un presupuesto complementario.
2. Las cuotas del presupuesto y de cualquier presupuesto complementario con que contribuye cada Parte Contratante se pagarán en las fechas y en la moneda o monedas que la Comisión decida.
3. La Comisión suspenderá el derecho al voto de cualquiera de las Partes Contratantes, cuando la cuantía adeudada por dicha Parte Contratante sea igual o exceda a la contribución total que debería haber pagado en el ejercicio económico anterior, a menos que la propia Comisión decida de otra manera.
4. La Comisión, para la prosecución de sus tareas, podrá aceptar también contribuciones de entidades públicas o privadas. Tales contribuciones se emplearán y administrarán de acuerdo con las normas que adopte la Comisión.
5. La Comisión dispondrá que se efectúe una comprobación anual independiente de sus cuentas, cuyo informe será presentado a la Comisión para su examen y apro-

bación.

6. La Comisión establecerá un Fondo de Operaciones para financiar sus operaciones antes de recibir las contribuciones anuales y para cualesquiera otros fines que la Comisión determine. La Comisión fijará el nivel del fondo, los anticipos necesarios para su establecimiento y aprobará el reglamento por el que haya de regirse su administración.

ARTÍCULO XIV

La Comisión calculará las cuotas con que habrán de contribuir las Partes Contratantes al presupuesto, incluido cualquier presupuesto complementario, de acuerdo con la fórmula siguiente:

- (a) Una tercera parte de la cantidad total del presupuesto, incluido cualquier presupuesto complementario, será aportada por las Partes Contratantes, en partes iguales.
- (b) Cada Parte Contratante contribuirá por cada Comité de estudio de poblaciones del cual forma parte, con una suma equivalente a una tercera parte de su cuota de conformidad con el apartado (a) anterior. Esta proporción será reducida, si fuera necesario, a fin de que la suma total de las cuotas pagadas por las Partes Contratantes conforme a este apartado, no exceda de un tercio del presupuesto total, incluido el presupuesto complementario, si lo hubiere.
- (c) Cualquier porción restante del presupuesto, incluido cualquier presupuesto complementario, será aportada por cada Parte Contratante en la proporción de su captura nominal en el Área del Convenio con respecto a la captura nominal total de todas las Partes Contratantes en esa Área. Al computar esa captura, la Comisión tendrá en cuenta todos los peces, crustáceos y moluscos y demás invertebrados marinos, con excepción de las especies que puedan excluirse de la aplicación de este Convenio en virtud del Artículo III. La captura se determinará sobre la base del promedio de los dos últimos años civiles estadísticas haya

publicado la Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación.

ARTÍCULO XV

1. La Comisión determinará el lugar de su sede.
2. La Comisión tendrá la condición de persona jurídica. Podrá, en particular, suscribir contratos y adquirir y enajenar bienes muebles e inmuebles.

ARTÍCULO XVI

Las disposiciones de este Convenio no se aplicarán a las operaciones de pesca realizadas únicamente con fines de investigación científica y efectuadas por barcos autorizados por una Parte Contratante para tal finalidad, ni al pescado capturado en el curso de esas operaciones, pero éste no podrá ser vendido, expuesto u ofrecido en venta, en contravención con cualquier recomendación de la Comisión.

ARTÍCULO XVII

1. El presente Convenio quedará abierto a la firma del Gobierno de cualquier Estado representado en la Conferencia que lo hubiera aprobado, o del Gobierno de cualquier otro Estado que sea miembro de las Naciones Unidas o de cualquiera de sus Organismos Especializados.

2. La firma de este Convenio quedará sujeta a la ratificación, aceptación o aprobación.

3. Una vez que el presente Convenio haya entrado en vigor, podrá adherirse a él cualquiera de los Estados indicados en el párrafo 1 de este Artículo que no hubiese firmado el Convenio, o cualquier otro Estado al que la Comisión invite por unanimidad a formar parte del Convenio.

4. Los instrumentos de ratificación, aceptación, aproba-

ción o adhesión se depositarán ante el Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación denominado en adelante el « Depositario ».

5. Las ratificaciones, aceptaciones, aprobaciones o adhesiones no podrán estar sujetas a reserva alguna.

Artículo XVIII

1. El presente Convenio entrará en vigor a los treinta días de haberse depositado al menos cuatro instrumentos de ratificación, aceptación o aprobación, siempre que el peso de la captura global nominal en el Arca del Convenio, de los países que hayan depositado esos instrumentos alcance por lo menos a seiscientos mil toneladas métricas, sobre la base de las estadísticas producidas por la Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación para el año 1968.

2. Después de entrar en vigor conforme al párrafo 1 de este Artículo, el Convenio surtirá efecto respecto de cada Estado cuyo Gobierno deposite su instrumento de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión a los treinta días de la fecha en que el Depositario reciba tal instrumento.

Artículo XIX

1. Cualquier Parte Contratante podrá proponer enmiendas a este Convenio, que deberán remitirse a la Comisión para que las apruebe en un período de sesiones ordinario o extraordinario. Las propuestas de enmienda del Convenio se transmitirán al Depositario, que las comunicará a las Partes Contratantes. Cualquier enmienda surtirá efecto para las Partes Contratantes que la hayan aceptado a los noventa días de aceptada por los tres cuartos de las Partes Contratantes y a partir de entonces, para cada una de las Partes Contratantes restantes, el día en que el Depositario reciba la notificación de dicha aceptación.

2. Todo Estado que llegue a ser Parte Contratante después que una enmienda al presente Convenio haya sido propuesta para aceptación, de conformidad con las disposiciones de este Artículo, quedará obligado por el Convenio, tal como haya sido modificado, cuando la enmienda en cuestión entre en vigor.

Artículo XX

Transcurridos diez años a partir de la fecha de la entrada en vigor del presente Convenio, toda Parte Contratante podrá retirarse del mismo mediante notificación por escrito. La retirada tendrá efecto el treinta y uno de diciembre del año calendario siguiente a aquel en que la notificación de la retirada se haya transmitido al Depositario.

Artículo XXI

1. El Depositario informará a los Gobiernos de los Estados indicados en los párrafos 1 y 3 del Artículo XVIII:
- (a) de la firma del presente Convenio y del depósito de los instrumentos de ratificación, aceptación, aprobación o adhesión, de conformidad con el Artículo XVII;
- (b) de la fecha en que el Convenio entrará en vigor de acuerdo con el párrafo 1 del Artículo XVIII.

2. El Depositario informará a todas las Partes Contratantes:

- (a) de las propuestas de enmienda del Convenio, de la notificación de aceptación de tales enmiendas y de la entrada en vigor de las enmiendas, de acuerdo con el Artículo XIX;
- (b) de la notificación de retirada efectuada de acuerdo con el Artículo XX.

3. El texto original del presente Convenio lo conservará el Depositario, quien enviará copias certificadas a todos los Gobiernos de los Estados que tengan derecho a formar parte del presente Convenio de acuerdo con el

Artículo XVII.

Hecho en Roma el día veintitrés de octubre de mil novecientos sesenta y nueve en una sola copia en los idiomas español, francés e inglés, siendo cada una de las versiones igualmente auténticas.

(参考)

千九百六十六年の国際連合食糧農業機関（FAO）水産委員会第一回会議は、アフリカ西岸及び南西岸沖のトロール漁業の急激な発展に伴ない生物資源保護の緊急措置をとる必要性につき関係諸国の注意を喚起し、さらに翌年の第二回会議は、当該水域の生物資源保存のための国際委員会を設立することを決定し、FAO事務局に対して条約案の作成を委任した。この結果、千九百六十九年十月にローマにおいて「南東大西洋の生物資源の保存に関する全権代表会議」が開催され、わが国を含む関係十七箇国が参加して、この条約を採択したものである。